



# Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores

N°17



[www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	2
I. EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX .....	3
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE.....	6
III. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION .....	15
IV. NOTE THEMATIQUE : SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LE THEME « DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE : QUEL ROLE POUR LA BANQUE CENTRALE ? » .....	17

## Liste des Tableaux

TABLEAU 1 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DES BIENS EN MILLIONS FC .....	3
TABLEAU 2 : EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPORTATIONS EN MILLIONS FC.....	4
TABLEAU 3 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS, EN MILLIONS FC .....	5
TABLEAU 4 : EVOLUTION DES PRODUITS IMPORTES EN MILLIONS FC.....	6
TABLEAU 5 : EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE EN MILLIONS FC.....	9
TABLEAU 6 : LES CREANCES BANCAIRES SUR L'ECONOMIE EN MILLIONS FC.....	11
TABLEAU 7 : REPARTITION DES CREDITS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL .....	11
TABLEAU 8 : REPARTITION DES DEPOTS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL.....	12
TABLEAU 9 : CHAMBRE DE COMPENSATION.....	13

## Liste des graphiques

FIGURE 1 : EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPORTATION EN MILLIONS DE FC.....	3
FIGURE 2 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DES BIENS EN MILLIONS FC.....	5
FIGURE 3 : EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME BANCAIRE EN MILLIONS FC.....	7
FIGURE 4 : EVOLUTION DU CREDIT INTERIEUR DU SYSTEME BANCAIRE EN MILLIONS FC .....	8
FIGURE 5 : EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE ET SES COMPOSANTES EN MILLIONS FC .....	8
FIGURE 6 : EVOLUTION DES CREDITS A COURT TERME EN MILLIONS FC .....	10
FIGURE 7 : EVOLUTION DES CREDITS A MOYENS ET LONG TERME EN MILLIONS FC .....	10
FIGURE 8 : EVOLUTION DU TAUX DES CREANCES DOUTEUSES ET DU TAUX DE PROVISIONNEMENT .....	12

## AVANT PROPOS

Au quatrième et dernier trimestre 2017, l'activité économique s'est mieux comportée avec une amélioration des indicateurs macroéconomiques. En effet, les chiffres du quatrième trimestre 2017, ne font que consolider la dynamique déjà observée au cours des trois premiers trimestres de l'année. **Les échanges commerciaux** se sont accrus de 56,2% par rapport au troisième trimestre 2017, tirés par une hausse à la fois des importations et des exportations de biens. En revanche, au niveau de **l'activité bancaire**, le total des bilans consolidés des Etablissements de Crédit s'est contracté de 2% pour s'établir à 121,7 milliards à fin décembre 2017 contre 123,8 milliards trois mois auparavant. Cette situation résulte d'une baisse enregistrée au niveau des crédits et d'un ralentissement au niveau des dépôts au cours de ce trimestre. Les **envois de fonds** via les sociétés de transfert d'argent et les opérations de change manuel enregistrés par les BEF sont en hausse de 8,7%, s'établissant à 13,5 milliards FC au quatrième trimestre 2017 contre 12,4 milliards au même trimestre de l'année 2016. Sur toute l'année, ils ont enregistré une hausse de 12,5% et s'établissent à 58,3 milliards en 2017 contre 51,8 milliards en 2016, en lien avec le volume important des arrivées de la diaspora enregistré au troisième trimestre de l'année 2017, correspondant aux vacances d'été en France, amplifié par la baisse des coûts du transport aérien rendu possible par l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne, en l'occurrence Ethiopian Airlines. L'augmentation de **la masse monétaire** observée au cours du troisième trimestre s'est poursuivie durant le dernier trimestre 2017. En effet, l'évolution de ses contreparties est marquée par une consolidation du crédit intérieur mais surtout

par une augmentation des avoirs extérieurs nets qui ont entraîné une progression trimestrielle de la masse monétaire de l'ordre de 2,4%. Toutefois, en glissement annuel, la masse monétaire n'a enregistré qu'une hausse de 1,8% seulement.

Dans ce numéro, en plus de la traditionnelle analyse des évolutions monétaires, bancaires et financières et de la restitution de nos enquêtes de conjoncture sous forme de soldes d'opinion, vous trouverez **un focus sur le séminaire de haut niveau sur le thème « Croissance et Développement, quel rôle pour la Banque Centrale »** organisé par la BCC à l'occasion de l'inauguration de son nouveau bâtiment. Ce séminaire qui a accueilli environ une centaine de participants s'est adressé aux Autorités Gouvernementales de l'Union des Comores, aux partenaires économiques étrangers, notamment les Représentants du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale, de l'Agence Française de Développement (AFD) et aux cadres du secteur bancaire comorien. Des hautes personnalités et des experts des banques centrales (nationaux et étrangers) en charge des questions de financement de l'économie, de l'inclusion financière ainsi que de la stabilité financière y ont également pris part. Nous vous présentons brièvement dans la partie thématique de ce bulletin les principales conclusions issues de cette rencontre.

Dr Younoussa Imani,  
Gouverneur

## I. Evolution des échanges commerciaux

Au quatrième trimestre 2017, les comptes extérieurs ont été marqués par une hausse des échanges extérieurs (+59,7%) par rapport au troisième trimestre 2017, en liaison avec les progressions simultanées des importations et des exportations de biens. Le dynamisme des exportations enregistré à la fin de l'année 2016 s'est consolidé au dernier trimestre 2017 enregistrant une

amélioration de la couverture des importations par les exportations, cependant, insuffisante pour compenser la hausse naturelle des importations. Cette situation s'est traduite par un déficit commercial de 21 milliards contre 19,5 milliards au trois mois avant, après 12,8 milliards au dernier trimestre 2016.

Tableau 1 : Evolution des exportations et des importations des biens en millions FC

Rubriques (données FOB)	4 <sup>ème</sup> Trim. 2016	3 <sup>ème</sup> Trim. 2017	4 <sup>ème</sup> Trim. 2017
Exportations	7 868	2 151	8 546
Importations	24 576	25 844	35 184
Balance commerciale	-12,776	-19 558	-21 009
Taux de couverture (%)	38,1	9,9	28,9

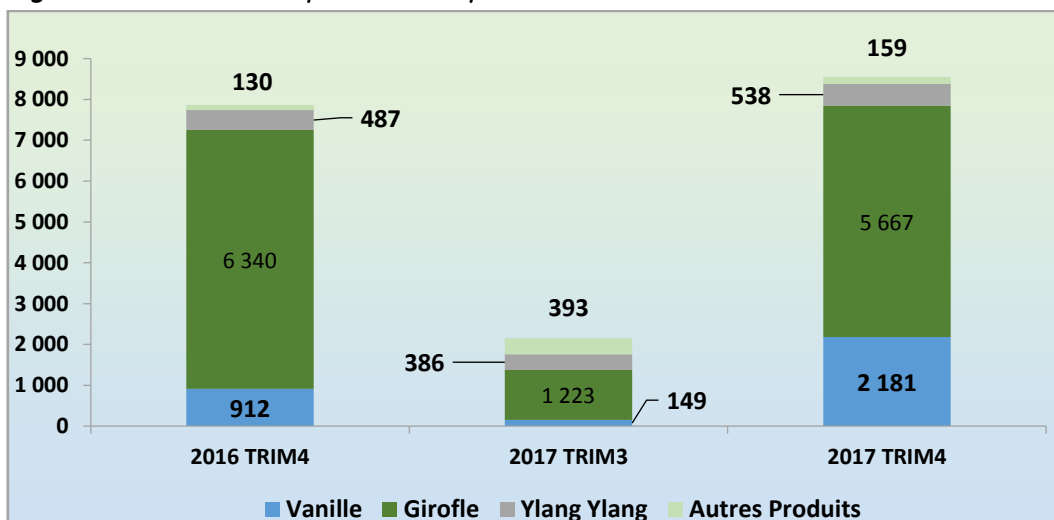
Source : DGD et BCC

### 1.1. Hausse des exportations

Les exportations des biens sont fortement liées à la production cyclique des produits de rente (girofle, vanille, ylang-ylang) et à l'évolution des cours internationaux. Au

quatrième trimestre 2017, elles ont rapporté 8,5 milliards de recettes d'exportations contre 7,9 milliards la même période de 2016.

Figure 1 : Evolution des produits d'exportation en millions de FC



Source : Banque Centrale des Comores

➤ Le Girofle a continué d'enregistrer de bonnes performances au quatrième trimestre 2017. Les exportations de ce produit se sont établies à 5,7 milliards, tirées par la demande croissante de l'Inde totalisant 63,2% des exportations. Un retournement des prix à la hausse a été aussi enregistré pour ce trimestre 2017, avoisinant en moyenne, 2 840 FC le Kilogramme.

➤ La vanille a enregistré une amélioration sensible de ses recettes trimestrielles pour s'établir à 2,2 milliards

contre seulement 0,15 milliard le trimestre précédent, après 0,9 milliard une année auparavant. Cette progression est tirée de l'amélioration du volume exporté, conjuguée d'une amélioration des prix à l'exportation. Ces derniers sont passés en moyenne de 104 000 FC à 183 877 FC le kilogramme.

➤ Les essences d'ylang-ylang, 3<sup>ème</sup> produit de rente, ont rapporté 0,5 milliard au quatrième trimestre contre 0,4 milliard au troisième, en raison de la hausse des prix à l'exportation de ce produit.

**Tableau 2 : Evolution des produits d'exportations en millions FC**

Produits	4 <sup>ème</sup> Trim. 16	3 <sup>ème</sup> Trim. 17	4 <sup>ème</sup> Trim. 17	Variation absolue	
	a	b	c	c/b	c/a
Vanille	912	149	2 181	2 032	1 269
Girofle	6 340	1 223	5 667	4 444	-673
Ylang - Ylang	487	386	538	152	51
Autres Produits	130	393	159	-232	29
<b>Total</b>	<b>7 868</b>	<b>2 151</b>	<b>8 546</b>	<b>6395</b>	<b>678</b>

Source : DGD et BCC

➤ Les autres produits, essentiellement constitués des produits usés ont rapporté 0,2 milliard au quatrième trimestre 2017 contre 0,4 milliard le trimestre précédent, soit un repli de 59,5%. En effet, ces produits composés essentiellement des équipements informatiques, ménagers et des batteries, sont envoyés dans des pays comme l'Inde, Madagascar et Emirats Arabes Unis pour recyclage.

**Par zone géographique**, la structure des exportations est restée inchangée par rapport à celle de l'année 2016. En effet, le marché asiatique a capté plus de 59,6% des exportations enregistrées au cours du quatrième trimestre 2017, constituées

essentiellement du girofle (99,1%). Sur ce marché, l'Inde reste le leader avec une part de marché de 42,3%.

Avec une valeur exportée de 2,2 milliards, le marché européen s'est positionné au 2<sup>e</sup> rang, totalisant une part de 26,2% au dernier trimestre 2017. La France en demeure le premier client. Elle capte 52% des exportations à destination de l'Union Européenne. Ces exportations sont surtout constituées de la vanille et des essences d'Ylang - Ylang.

Les exportations à destination des pays d'Afrique et du COMESA en particulier se sont consolidées entre les deux derniers trimestres de 2017 à 0,3 milliard.

## 1.2. Progression des importations

La valeur CAF des importations des biens s'est établie à 35,2 milliards au dernier trimestre 2017 contre 25,8 milliards un trimestre avant, soit une hausse de 9,3 milliards en variation trimestrielle, en liaison avec les hausses

parallèles de ses composantes. En comparaison avec la même période de l'année 2016, ces importations sont en hausse de 43,2%.

**Tableau 3 : Evolution des importations, en millions FC**

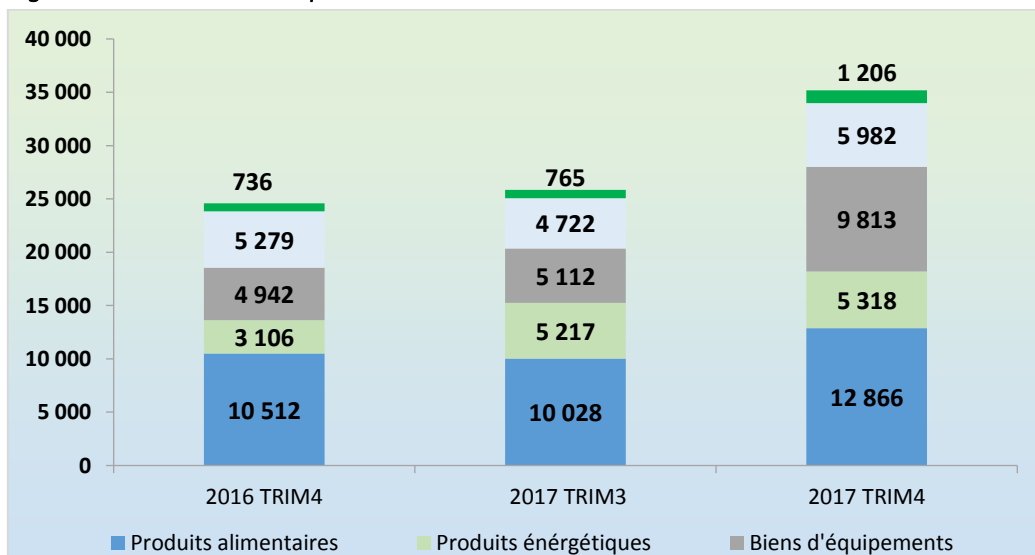
(Données CAF)	4 <sup>ème</sup> Trim.16	3 <sup>ème</sup> Trim.17	4 <sup>ème</sup> Trim.17	Variation annuelle
Importations de biens	24 576	25 844	35 184	43,2%

Source : DGD et BCC

➤ La hausse des importations des produits alimentaires passant de 10 milliards en septembre 2017 à près de 13 milliards un trimestre après, est principalement observée au niveau des produits céréaliers, en particulier le Riz et les produits carnés, en liaison avec l'augmentation des besoins relatives aux préparatifs des mariages pendant les vacances.

➤ Concernant, les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 5,3 milliards ce trimestre, en légère hausse par rapport au troisième trimestre 2017 (+1,9%). Toutefois, en glissement annuel, ces importations sont en forte hausse (+71,2%), tirée par la forte consommation du gazole.

**Figure 2 : Evolution des importations des biens en millions FC**



Source : Banque Centrale des Comores

➤ Les importations des biens intermédiaires se sont également inscrites en hausse, de 26,7% en variation trimestrielle et de 13,3% en glissement annuel, en liaison avec la hausse des importations du ciment et du fer.

➤ Les biens d'équipements sont aussi en hausse par rapport au trimestre précédent. Ils se sont établis à 9,8 milliards en décembre contre 5,1 milliards en septembre 2017. Cette forte augmentation concerne les importations des véhicules, les meubles et les biens électroménagers. En glissement annuel, elles sont en hausse de 98,5%.

**Tableau 4 : Evolution des produits importés en millions FC**

Produits	4 <sup>e</sup> Trim.2016	3 <sup>e</sup> Trim.2017	4 <sup>e</sup> Trim.2017	Variation (%)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires	10 512	10 028	12 866	28,3	22,4
Produits énergétiques	3 106	5 217	5 318	1,9	71,2
Biens d'équipements	4 942	5 112	9 813	91,9	98,5
Biens intermédiaires	5 279	4 722	5 982	26,7	13,3
Autres Produits	736	765	1 206	57,6	63,9
<b>Total</b>	<b>24 576</b>	<b>25 844</b>	<b>35 184</b>	<b>36,1</b>	<b>43,2</b>

Source : DGD et BCC

**Par zone géographique**, avec une valeur importée de 9,6 milliards au quatrième trimestre 2017, les Emirats Arabes Unis, sont restées les premiers fournisseurs des Comores, grâce à la forte demande des produits pétroliers.

La France occupe le 2<sup>ème</sup> rang des fournisseurs avec 4,9 milliards d'importations au dernier trimestre 2017, soit 14,1% du total des importations.

L'Inde et la Chine se positionnent respectivement au 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> rang des fournisseurs des Comores avec chacun dans l'ordre 9,9% et 7,5% des importations totales du quatrième trimestre.

Au niveau des pays de la sous-région, les importations en provenance des pays du COMESA sont restées quasi-stables entre les deux derniers trimestres.

## II. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière

### 2.1. La situation monétaire

La masse monétaire poursuit sa tendance amorcée depuis le deuxième trimestre de l'année 2017. En effet, au dernier trimestre, elle a enregistré une hausse de 2,4% par rapport au trimestre précédent, liée par la progression des avoirs extérieurs nets, le

crédit intérieur s'étant consolidé. Par rapport à la même période de l'année précédente, l'agrégat monétaire M2 s'est inscrit en hausse de 1,8%, faible par rapport aux années antérieures (18,8% de croissance monétaire en 2016).

#### 2.1.1. Progression de la position extérieure nette

Au quatrième trimestre 2017, les avoirs extérieurs nets ont continué à progresser

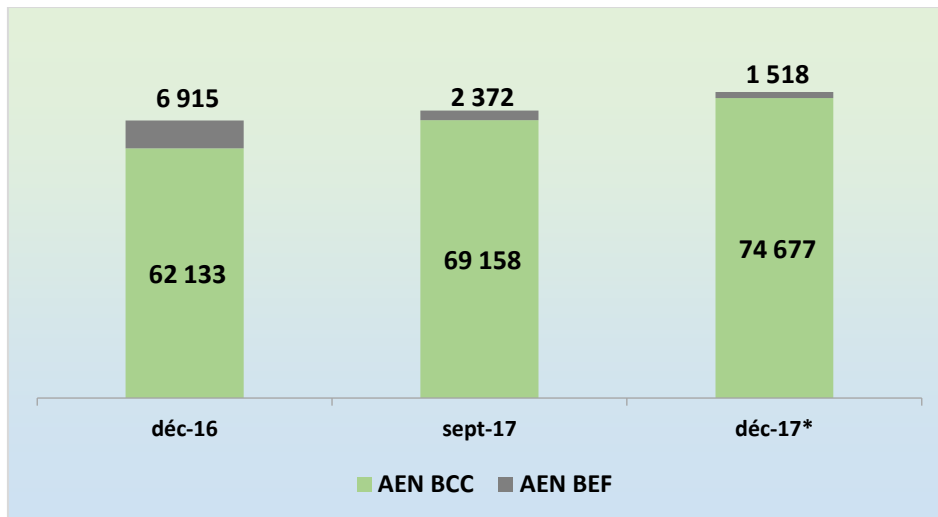
s'établissant à 76,2 milliards à fin décembre après 71,5 milliards en septembre 2017,

équivalent à une hausse de 6,5%. Cette situation résulte de la hausse de la position extérieure nette de la Banque Centrale (+8%), en dépit de la forte baisse enregistrée au niveau des Banques et Etablissements Financiers (-36%).

En comparaison avec la même période de l'année 2016, une situation similaire s'observe. En effet, la position extérieure nette a enregistré une hausse de 7,1 milliards (10,4%) expliquée également par l'augmentation des avoirs extérieurs de la

Banque Centrale et de la baisse de ceux des BEF. Plus précisément, les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont affiché une tendance haussière durant toute l'année 2017, pendant que ses engagements continuent de diminuer en raison du paiement des échéances du prêt FEC. Les avoirs extérieurs bruts des autres banques et établissements financiers pour leur part ont fortement diminué pendant que leurs engagements n'ont enregistré qu'une légère contraction.

Figure 3 : Evolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire en millions FC

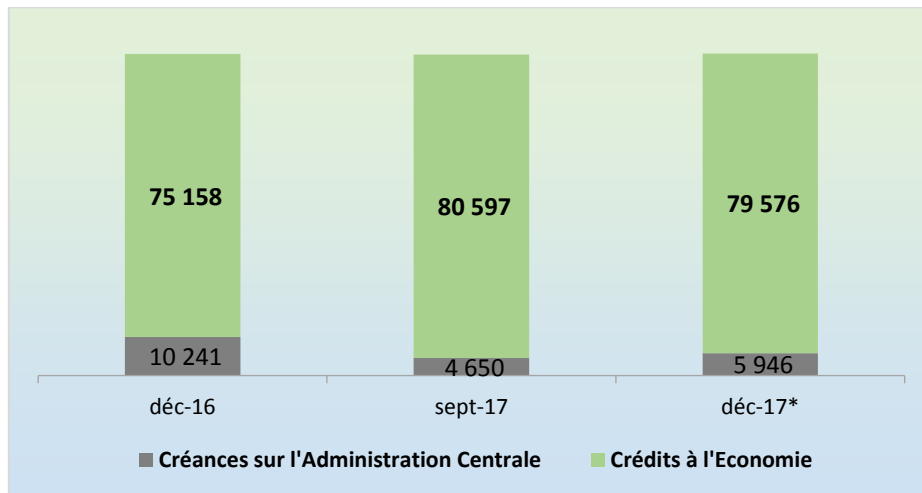


Source : Banque Centrale des Comores

### 2.1.2. Consolidation du crédit intérieur

Au dernier trimestre de 2017, l'encours du crédit intérieur s'est consolidé, en liaison avec une baisse de 1 milliard des crédits à l'économie, toutefois, atténué par une hausse des créances nettes à l'Etat. Par

rapport au dernier trimestre de l'année 2016, l'évolution est sensiblement la même, l'encours du crédit intérieur s'est consolidé à 85,5 milliards.

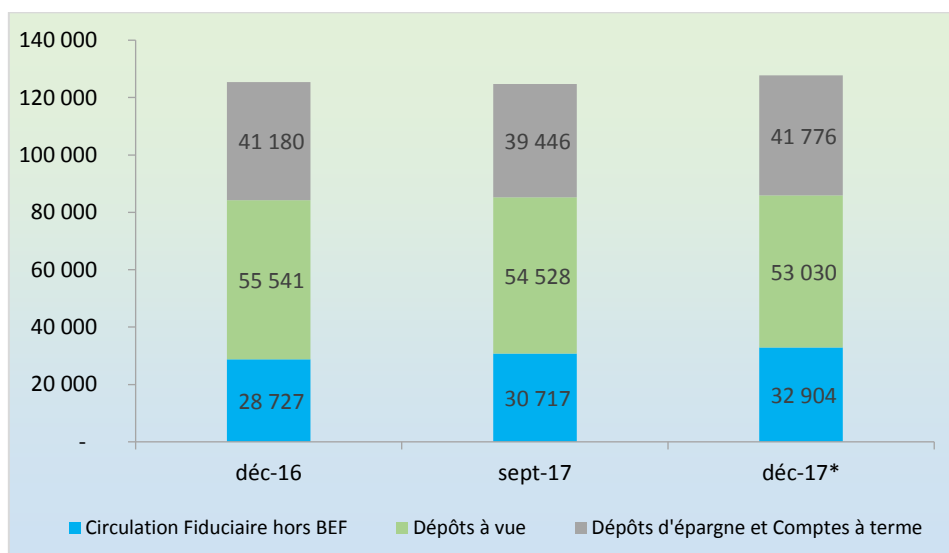
**Figure 4 : Evolution du crédit intérieur du système bancaire en millions FC**


Source : Banque Centrale des Comores

### 2.1.3 La masse monétaire et ses composantes

La masse monétaire a progressé de 3 milliards entre les deux derniers trimestres de 2017, soit 2,4%. En glissement annuel, elle est en hausse de 1,8%. L'agrégat **M1-Moyens de paiements** est resté quasi-stable durant la

période s'établissant à 85,9 milliards à fin décembre après 85,2 milliards fin septembre 2017, en liaison avec une baisse des dépôts à vue, atténuée par une hausse de la circulation fiduciaire.

**Figure 5 : Evolution de la masse monétaire et ses composantes en millions FC**


Source : Banque Centrale des Comores

En effet :

➤ La circulation fiduciaire, représentant 25,8% de la masse monétaire a progressé de 7,1% pour se situer à 32,9 milliards au dernier

trimestre 2017 contre 30,7 milliards trois mois auparavant.

➤ En revanche les dépôts à vue qui représentent 41,5% de la masse monétaire se sont contractés de 2,7% et s'établissent à 53



milliards, en lien avec la baisse des dépôts à vue effectués au niveau du secteur bancaire. 41,8 milliards contre 39,4 milliards un trimestre auparavant.

➤ Par ailleurs, les dépôts d'épargne ont enregistré une hausse de 5,9% s'établissant à

**Tableau 5 : Evolution de la masse monétaire en millions FC**

Rubriques	déc-16	sept-17	déc-17*	Variation trimestrielle		Variation annuelle	
				Absolue	Relative	Absolue	Relative
<b>Masse Monétaire</b>	<b>125 447</b>	<b>124 691</b>	<b>127 709</b>	<b>3 018</b>	<b>2,42</b>	<b>2 262</b>	<b>1,8</b>
Circulation Fiduciaire (- BEF)	28 727	30 717	32 904	2 186	7,11	4 177	14,54
Dépôts à vue	55 541	54 528	53 030	-1 498	-2,74	-2 511	-4,52
Dépôts d'épargne	41 180	39 446	41 776	2 330	5,9	596	1,44
<b>Avoirs Extérieures Nets</b>	<b>69 048</b>	<b>71 531</b>	<b>76 195</b>	<b>4 664</b>	<b>6,52</b>	<b>7 147</b>	<b>10,35</b>
BCC	62 133	69 158	74 677	5 519	7,97	12 544	20,18
BEF	6 915	2 372	1 518	-854	-36,01	-5 397	-78,04
<b>Crédit Intérieur</b>	<b>85 399</b>	<b>85 247</b>	<b>85 522</b>	<b>275</b>	<b>0,32</b>	<b>123</b>	<b>0,14</b>
A l'Etat	10 241	4 650	5 946	1 296	27,87	-4 295	-41,94
A l'Economie	75 158	80 597	79 576	-1 021	-1,26	4 418	5,87
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>-29 000</b>	<b>-32 086</b>	<b>-34 007</b>	<b>-1 921</b>	<b>5,98</b>	<b>-5 007</b>	<b>17,26</b>

Source: BCC \*Chiffre provisoires

## 2.2 L'activité bancaire

Le total des bilans consolidés des Etablissements de crédit s'est contracté de 2% pour s'établir à 121,7 milliards à fin décembre 2017 contre 123,8 milliards trois

mois auparavant. Cette situation résulte des baisses enregistrées au niveau des crédits et des dépôts.

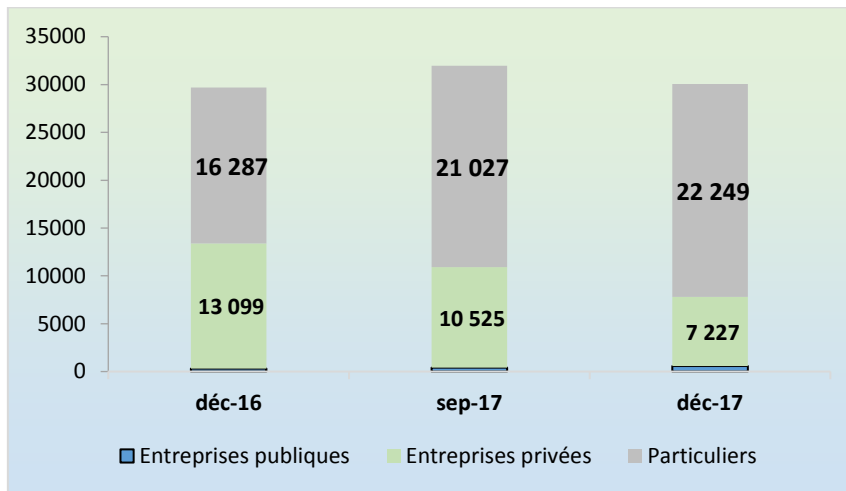
### 2.2.1. Contraction de l'encours des crédits

Les crédits accordés par les BEF à leur clientèle sont en baisse en liaison avec la baisse des crédits de court, moyen et long terme. Ils se sont positionnés à 80,7 milliards au quatrième trimestre contre 81,9 milliards le trimestre précédent. Toutefois, en comparaison avec le quatrième trimestre de l'année précédente, ces crédits ont enregistré

une hausse de 3,3%, soit une amélioration de 2,6 milliards.

A court terme, ces crédits s'élèvent à 30 milliards au terme du quatrième trimestre, une baisse de près de 2 milliards par rapport au trimestre précédent mais en hausse de 362 millions comparativement à la même période de l'année 2016.

Figure 6: Evolution des crédits à court terme en millions FC

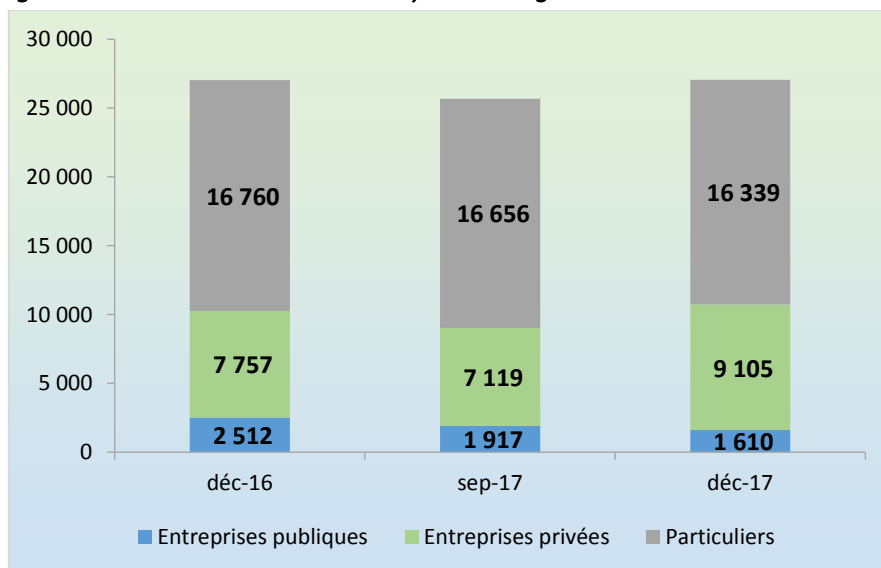


Source : Banque Centrale des Comores

S'agissant des crédits à moyen et long terme, ils sont en hausse de 5,3% et s'établissent à 27 milliards au dernier trimestre de l'année 2017, une situation qui résulte

principalement de la hausse des crédits à MLT accordés aux entreprises privées (28%), ceux accordés aux ménages et entreprises publiques étant en baisse.

Figure 7: Evolution des crédits à moyens et long terme en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Les entreprises publiques et les particuliers voient leurs crédits à court et moyen terme baisser de respectivement 16% et 2% pour se

situer à 1,6 milliards et 16,3 milliards en décembre 2017.

**Tableau 6 : Les créances bancaires sur l'économie en millions FC**

Rubriques				Variation absolue	
	déc-16	sept-17	déc-17	Trimestrielle	Annuelle
	a	b	c	c-b	c-a
<b>Crédits</b>	<b>78 408,81</b>	<b>81 904,65</b>	<b>80 804,87</b>	<b>-1 099,78</b>	<b>2 396,06</b>
<b>Crédits à court terme</b>	<b>29 683,14</b>	<b>31 953,60</b>	<b>30 045,10</b>	<b>-1 908,50</b>	<b>361,96</b>
Entreprises publiques	297	401,3	569,2	167,91	272,03
Entreprises privées	13 099,09	10 525,30	7 226,77	-3 298,53	-5 872,32
Particuliers	15 425,65	20 048,60	21 368,66	1 320,06	5 943,01
Autres	861	978,4	880	-97,94	19,24
<b>Crédits à moyen terme</b>	<b>22 638,11</b>	<b>22 305,10</b>	<b>22 243,51</b>	<b>-61,59</b>	<b>-394,60</b>
Entreprises publiques	2 511,89	1 916,50	1 609,54	-306,96	-902,35
Entreprises privées	5 563,62	5 636,00	7 099,15	1 463,15	1 535,53
Particuliers	11 559,00	13 063,80	12 247,34	-816,46	688,34
Autres	3 003,60	1 688,70	1 287,48	-401,22	-1 716,12
<b>Crédits à long terme</b>	<b>4 390,46</b>	<b>3 386,60</b>	<b>4 810,77</b>	<b>1 424,17</b>	<b>420,31</b>
Entreprises publiques	0	0	0	0,00	0,00
Entreprises privées	2 193,16	1 482,70	2 006,26	523,56	-186,90
Particuliers	1 866,61	1 903,90	2 634,67	730,77	768,06
Autres	331	0	170	169,84	-160,85
<b>Autres Crédits</b>	<b>21 697,11</b>	<b>24 259,35</b>	<b>23 705,50</b>	<b>-553,86</b>	<b>2 008,39</b>

Source : Banque Centrale des Comores

En termes de répartition, les entreprises privés et ménages continuent à recevoir près de 95% de l'ensemble des financements.

En effet :

➤ La part des crédits accordée aux ménages dans le volume total des financements s'est améliorée passant de 51,06% à 52,9%, tandis que celle accordée

aux entreprises publiques et privées s'est contractée passant respectivement de 2,94% et 42,7% à 2,82% et 41,48%.

➤ Le poste « Autres » a reçu moins de crédit au quatrième trimestre qu'au trimestre précédent. La part de crédit accordée à ce poste est de 2,8% en fin décembre 2017 contre 3,3% trois mois auparavant.

**Tableau 7 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total**

Crédits par catégorie (en %)	2016 T4	2017 T1	2017T2	2017 T3	2017 T4
Entreprises publiques	3,70	3,50	3,50	2,94	2,82
Entreprises privées	46,20	43,30	44,40	42,70	41,48
Ménages (y.c informel)	43,50	46,50	46,70	51,06	52,90
Autres	6,60	6,70	5,40	3,30	2,8

Source : Banque Centrale des Comores

### 2.2.2. Repli des dépôts

Les dépôts effectués auprès des BEF se sont contractés de près de 1% pour s'établir à 97,7 milliards en décembre 2017. Ce repli est lié à la forte baisse des dépôts effectués par les administrations publiques (-24%), toutefois atténué par la hausse de ceux effectués par les entreprises privées (+2,7%) et des ménages (+1,6%).

Dans leur répartition :

➤ La part des dépôts des entreprises publiques dans leur total a baissé pour se positionner à 8,04% contre 10,59%.

➤ Celles des entreprises privées et ménages ont progressé et sont passées respectivement de 66,67% et 15,84% à 70,38% et 16,41%.

➤ Les « autres » ont effectué plus de dépôt en fin décembre qu'en septembre 2017. Leur part de dépôt dans le total s'établit à 5,16% contre 4,9% au trimestre précédent.

Tableau 8 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

Dépôts par catégorie (en %)	2016 T4	2017 T1	2017T2	2017 T3	2017 T4
Entreprises publiques	8,60	9,40	7,20	10,59	8,04
Entreprises privées	18,20	16,10	15,80	15,84	16,41
Ménages (y.c secteur informel)	66,20	70,00	71,40	68,67	70,38
Autres	7,00	4,60	5,50	4,90	5,16

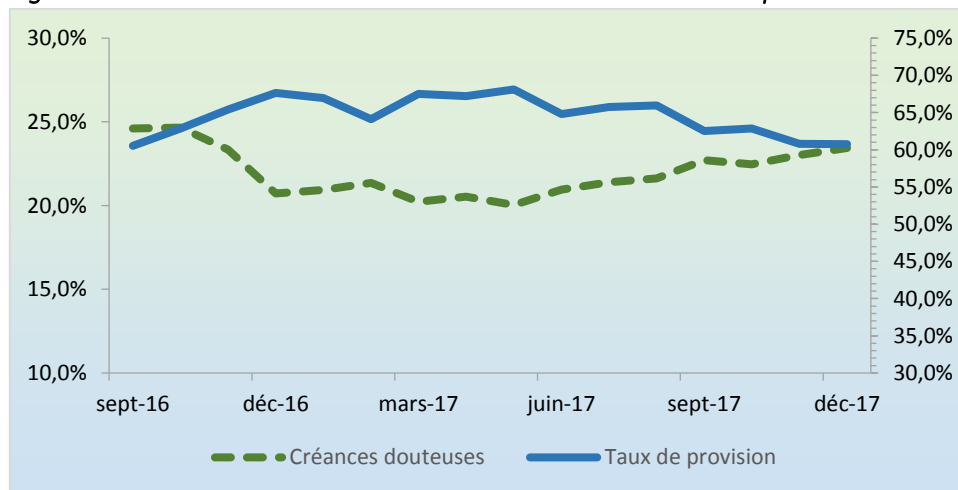
Source : Banque Centrale des Comores

### 2.2.3. Les créances en souffrance

Le portefeuille reste critique. En effet, sa qualité continue de se dégrader en décembre 2017. Le taux de créance douteuse a progressé passant de 22,7% en septembre à 23,4% en fin d'année 2017, après 20,7% en

décembre 2017. Toutefois, le taux de provision de ces créances douteuses est en baisse. Il se situe à 60,7% en décembre après 62,5% trois mois auparavant.

Figure 8 : Evolution du taux des créances douteuses et du taux de provisionnement



Source : Banque Centrale des Comores

## 2.3 La chambre de compensation

Les paiements de masse aux Comores constituent les chèques et les virements. Dans sa globalité, l'évolution des opérations traitées en compensation à la Banque centrale en 2017 s'élèvent à 180,3 milliards contre 124,4 milliards, soit une hausse de 44,9%.

Au total, 70 488 chèques et 16 980 demandes de virement sont présentés en 2017 contre respectivement 63 748 chèques et 13 335 demandes de virement en 2016.

Au quatrième trimestre 2017, la compensation des valeurs et chèques et virements confondus, a atteint 53 milliards contre 47 milliards au troisième trimestre et après 36 milliards à fin décembre 2016, prouvant une croissance continue du volume des transactions hors cash du secteur bancaire.

➤ **19 048** chèques représentant une valeur totale de 15,1 milliards, ont été présentés à la compensation contre 17 669

chèques, représentant une valeur totale de 14,3 milliards au trimestre précédent après 18 089 chèques (15,6 milliards) au dernier trimestre 2016;

➤ Sur ces 19 048 chèques présentés, **409** (2,1% du total des chèques, représentant 278 millions) ont fait l'objet de rejets contre 425 chèques (2,4% du total des chèques présentés, représentant 427 millions) au troisième trimestre 2017 et 367 chèques (2% du total des chèques présentés, représentant 360 millions) une année auparavant;

➤ **5 066** opérations de virements (38,1 milliards) ont été présentées contre 4 039 opérations (32,9 milliards) au trimestre précédent, après 3 962 opérations (20,6 milliards) à fin 2016;

➤ Sur ces 5 066, **124** demandes de virements (422 millions) ont fait l'objet de rejets contre 103 demandes (169 millions) au trimestre précédent et 678 demandes (686 millions) au dernier trimestre de 2016.

Tableau 9 : *Chambre de compensation*

	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2016 T1	13 172	10 080	251	171	3 004	13 790	50	84
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
<b>2016</b>	<b>63 748</b>	<b>57 232</b>	<b>1 357</b>	<b>1 414</b>	<b>13 335</b>	<b>67 163</b>	<b>261</b>	<b>1 484</b>
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
<b>2017</b>	<b>70 488</b>	<b>58 213</b>	<b>1 558</b>	<b>1 311</b>	<b>16 980</b>	<b>122 043</b>	<b>404</b>	<b>949</b>

Source : Banque Centrale des Comores ; \* : en millions de Francs Comoriens

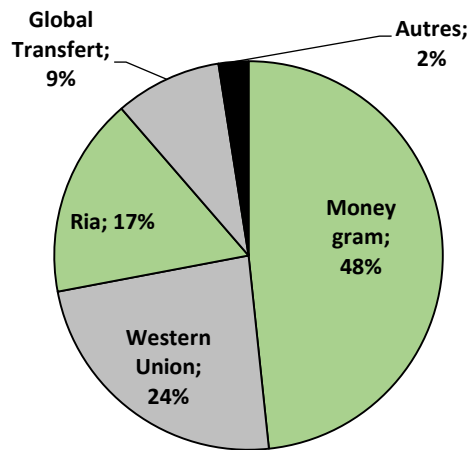
## 2.4. Opérations de change du système bancaire et transferts d'argent

### 2.4.1 Les transferts d'argent

Money Gram reste de loin l'opérateur le plus sollicité pour les envois de fonds aux Comores. Au terme du quatrième trimestre 2017, cet opérateur détient près de 50% des parts de marché suivi du Western Union (24%) qui, autrefois avait le monopole.

Dans leur globalité, les transferts d'argent reçus via les sociétés spécialisées s'élèvent à 8,9 milliards à fin décembre 2017 contre 9,1 milliards trois mois auparavant, (soit une baisse de 2,2%) et après 7,2 milliards un an avant.

Transferts reçus par opérateurs en décembre 2017



Evolution des transferts d'argent en millions FC

Transferts	Réceptions	Emissions
2016 T1	6 426	2 706
2016 T2	7 136	3 154
2016 T3	8 222	2 534
2016 T4	7 234	2 298
<b>Année 2016</b>	<b>29 018</b>	<b>10 693</b>
2017 T1	6 393	1 573
2017 T2	8 393	2 504
2017 T3	9 110	2 387
2017 T4	8 914	2 769
<b>Année 2017</b>	<b>32 810</b>	<b>9 233</b>

Source : Banque Centrale des Comores

Du côté des transferts émis, on enregistre une hausse de 26% s'établissant à 2,8 milliards contre 2,2 milliards trois mois avant, après 2,3 milliards à fin décembre 2016.

Au total, le cumul des transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit a atteint 32,8 milliards en décembre 2017 contre 29,02 milliards en 2016.

### 2.4.2 Les opérations de change

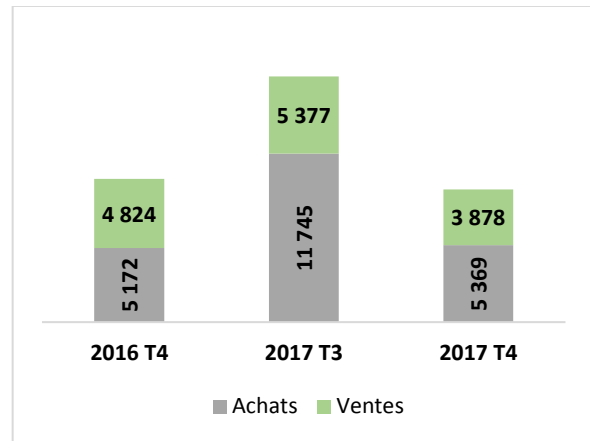
Les opérations de change manuel constituent principalement l'euro et le dollar américain. Les achats de devises effectués par le système bancaire se sont établis à 5,4 milliards en

décembre 2017 après 11,7 milliards en septembre, soit une baisse de 54,3%.

En revanche, les ventes de devises ont baissé pour se situer à 3,9 milliards après 5,4 milliards au trimestre précédent.

## Evolution des Opérations de change en millions FC

Change manuel	Achats	Ventes
2016 T1	5 855	6 133
2016 T2	2 407	3 772
2016 T3	9 379	5 728
2016 T4	5 172	4 824
<b>ANNEE 2016</b>	<b>22 813</b>	<b>20 458</b>
2017 T1	4 859	3 911
2017 T2	3 519	3 906
2017 T3	11 745	5 377
2017 T4	5 369	3 878
<b>ANNEE 2017</b>	<b>25 491</b>	<b>17 072</b>



Source : Banque Centrale des Comores

## 2.5 Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	JUILLET-17	AOUT-17	SEPTEMBRE-17	OCTOBRE - 17	NOVEMBRE - 17	DECEMBRE - 17
<b>Taux Nationaux</b>						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,141	1,144	1,143	1,141	1,149	0,159
<b>TAUX DE REMUNERATION</b>						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA - 1,25)*	-1,61	-1,61	-1,61	-1,61	-1,60	-1,59
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,48	-0,48	-0,48	-0,48	-0,48	-0,47
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
<b>Taux de change par rapport au franc comorien a fin de mois (à titre indicatif)</b>						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,144	0,141	0,138	0,136	0,131	0,129
DOLLAR – USD	427,44	416,70	412,93	418,49	419,31	415,66
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,495	12,534	12,334	12,254	12,286	12,283
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,191	0,186	0,184	1,184	2,184	3,184
YUAN- CNY (CHINE)	66,304	62,464	62,856	63,745	63,336	63,036

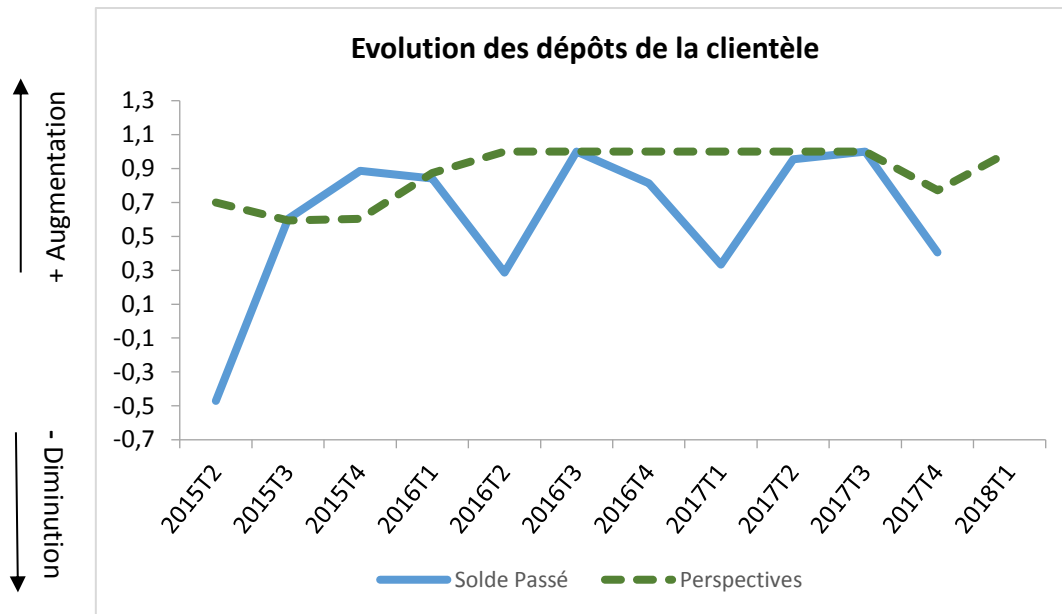
Source : Banque Centrale des Comores

## III. Evolution des soldes d'opinion

Les graphiques ci-dessous illustrent les ressentis des chefs d'entreprises sur l'évolution du climat des affaires dans le secteur bancaire. Dans l'ensemble des résultats, une détérioration dans le secteur s'affiche.

En effet, comme l'avaient prévu les dirigeants des établissements de crédit dans le trimestre précédent, la collecte de dépôts a nettement

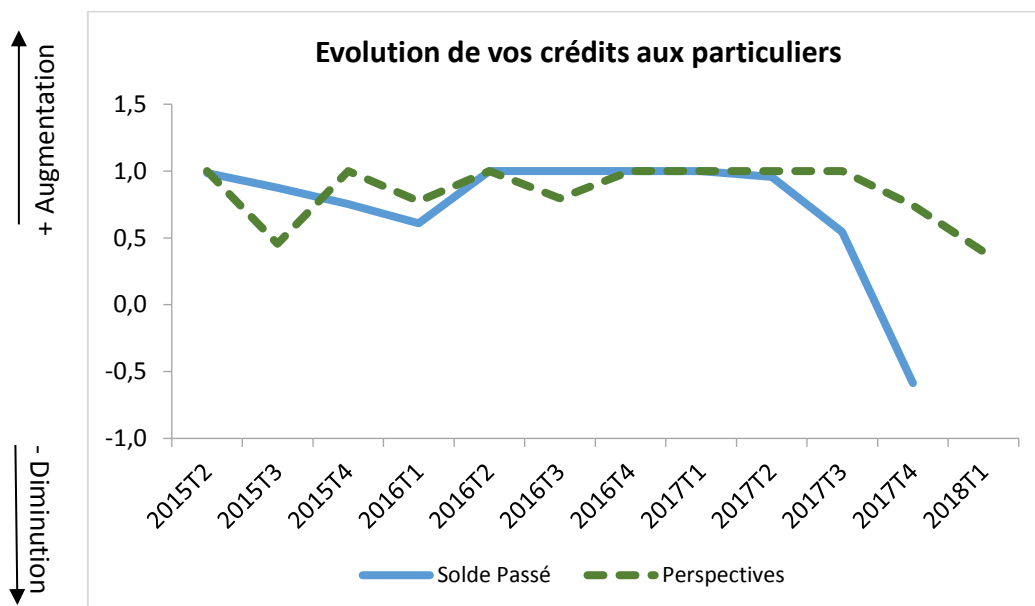
baissé en fin décembre 2017 par rapport aux deux trimestres précédents pour l'ensemble des agents. En effet, la collecte de l'épargne diminue avec un solde d'opinion en baisse par rapport au trimestre précédent (-0.6 point). En revanche, dans le prochain trimestre l'ensemble des dirigeants des établissements des crédits prévoient une hausse des dépôts clientèle.



Source : Banque Centrale des Comores

La demande de financement sur le quatrième trimestre est associée à un solde d'opinion qui continue sa baisse amorcée depuis le troisième trimestre. Pour le trimestre à venir,

les dirigeants des établissements de crédit prévoient toujours la même tendance à la baisse.

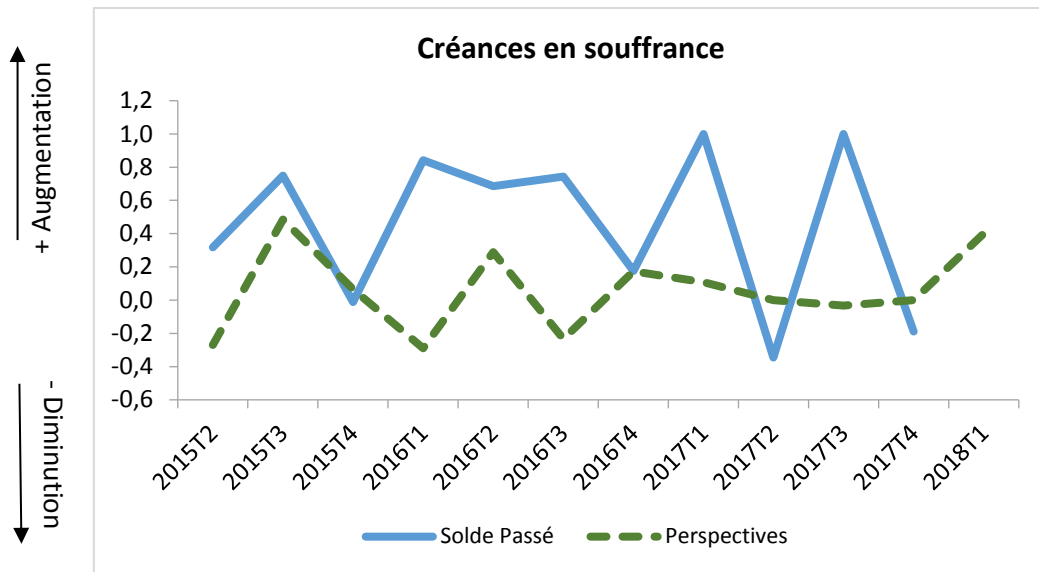


Source : Banque Centrale des Comores

La qualité du portefeuille s'est nettement défavorable à fin décembre 2017 par rapport au trimestre précédent selon les opinions de l'ensemble des dirigeants des BEF. Pour le trimestre à venir de 2018, les dirigeants

d'établissements interrogés prévoient une légère amélioration par rapport à la situation qu'ils ont connue au dernier trimestre 2017 sur les créances en souffrances.

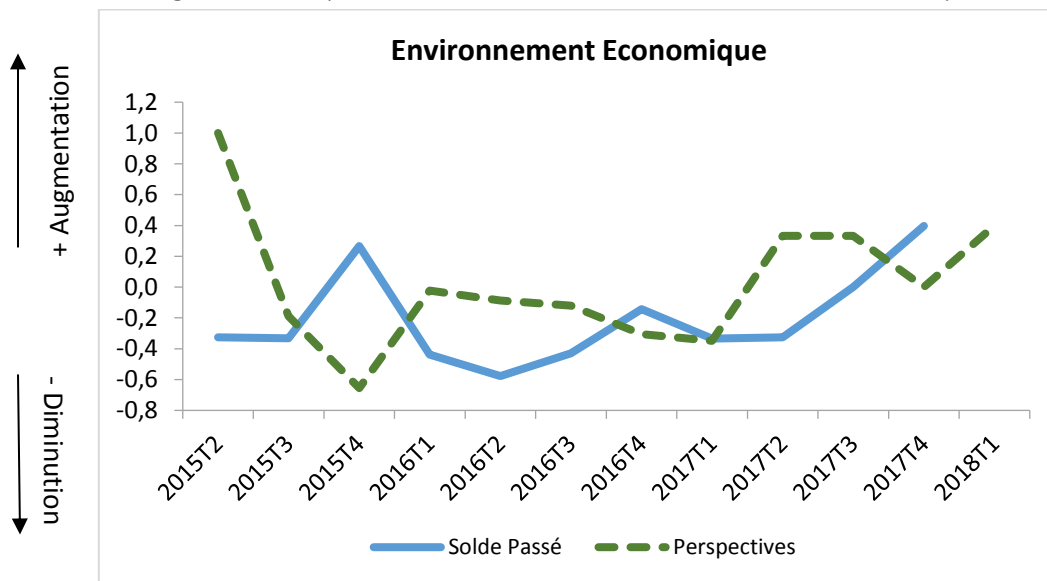




Source : Banque centrale des Comores

Au niveau de l'évolution de l'environnement économique d'ensemble, l'activité s'annonce plutôt positive selon la plupart des dirigeants des BEF interrogés. Pour le premier trimestre

2018, ces même dirigeants se montrent très optimistes et gardent donc une appréciation très positive quant à l'amélioration de l'environnement économique.



Source : Banque Centrale des Comores

#### IV. Note thématique : Séminaire de haut niveau sur le thème « Développement et croissance : quel rôle pour la Banque Centrale ? »

Un séminaire du Programme BCEAO/BEAC/BCC de Renforcement des Capacités organisé par la BCC, à l'occasion de l'inauguration de son nouveau bâtiment, sur le thème: «**Développement et croissance :**

**quel rôle pour la banque centrale ?** » s'est déroulé le 19 décembre 2017 à Moroni.

Ce séminaire qui a accueilli environ une centaine de participants s'est adressé aux Autorités Gouvernementales de l'Union des

Comores, aux partenaires économiques étrangers, notamment les Représentants du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale, de l'Agence Française de Développement (AFD) et aux cadres du secteur bancaire comorien. Des hautes personnalités et des experts des banques

centrales (nationaux et étrangers) en charge des questions de financement de l'économie, de l'inclusion financière ainsi que de la stabilité financière y ont également pris part. Nous vous présentons brièvement les principales conclusions issues de cette rencontre.

#### 4.1. Contexte

La mobilisation des ressources financières est impérative pour assurer le financement du développement afin de permettre aux différents agents économiques, à savoir les ménages, les entreprises et les administrations publiques de faire face aux charges liées au fonctionnement de leurs activités économiques. L'implémentation des mesures appropriées pour accroître le niveau

des ressources financières intérieures (épargne intérieure et recettes fiscales) est devenue vitale pour les pays en développement qui ne cessent d'enregistrer une tendance baissière des ressources extérieures notamment l'aide publique au développement, en raison des crises financières qui ont secoué les pays donateurs.

##### 4.1.1. Le Rôle du banquier central

Ainsi, pour accompagner les Etats dans leur processus de développement, les banques centrales jouent un rôle crucial en plaçant au rang des priorités, la promotion de la finance inclusive ou de l'inclusion financière, unanimement reconnue comme un facteur catalyseur de croissance économique. Au cours de ces dernières années, le rôle croissant de la finance inclusive dans le bon fonctionnement du tissu économique des pays a suscité un réel regain d'intérêt auprès des institutions internationales. L'Organisation des Nations Unies définit l'inclusion financière comme étant l'accès, à un prix raisonnable pour tous les ménages et entreprises, à une large gamme de services financiers : épargne, crédit à court et long terme, crédit-bail et affacturage, hypothèques, assurances, pensions, paiements, virements en devises locales et

envois de fonds internationaux. Dans le même sens, les experts de la Banque Mondiale indiquent que l'inclusion financière se caractérise par la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à moindre coût à une diversité de produits et services financiers utiles et adaptés à leurs besoins, notamment les prestations, paiements, épargne, crédit et assurance, proposés par des prestataires fiables et responsables. Par ailleurs, la Banque Mondiale indique qu'environ deux (2) milliards d'adultes n'ont toujours pas accès aux services financiers classiques. De plus, les coûts élevés des emprunts et les conditions difficiles d'accès aux prêts bancaires engendrent, très souvent, l'exclusion financière des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que des populations vulnérables.

#### 4.1.2. Situation des pays membres du Programme BCEAO/BCC/BEAC de renforcement des capacités

Ces contraintes ne permettent pas aux économies des pays en développement, en général, et des pays membres du Programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités, en particulier, de tirer profit de leur potentiel économique. Aussi, apparaît-il opportun de réfléchir sur le rôle que jouent les banques centrales dans la promotion des mécanismes permettant le financement des économies des Etats membres du Programme qui aspirent à l'émergence économique. La cérémonie d'inauguration du

nouveau bâtiment de la Banque Centrale des Comores (BCC), à laquelle ont été conviés les hauts responsables de la BCEAO et de la BEAC, était une occasion privilégiée pour échanger sur cette problématique. Elle a également été l'opportunité de présenter la coopération entre les trois (3) banques centrales en matière de formation des partenaires et parties prenantes de la BCC, ainsi que sa nouvelle politique de renforcement des capacités.

#### 4.1.3. Partage d'expérience

Ce séminaire de haut niveau a été une occasion pour chaque intervenant de partager son expérience en matière d'inclusion financière et de mise en œuvre de

la politique monétaire avec les autres banques centrales de la zone franc, à savoir la BCEAO et la BEAC.

### 4.2. Expériences en matière d'inclusion financière

#### 4.2.1 Pour la BCC

Le système bancaire a connu des évolutions très significatives. En effet, en 2016, le système bancaire compte 4 banques, 3 réseaux de microfinance et 3 intermédiaires financiers et un total de bilan de 124 milliards FC alors qu'en 2004, il comptait 2 banques, un réseau de microfinance et un intermédiaire financier avec un total de bilan de 29 milliards FC. En outre il y a aujourd'hui 6 demandes d'agrément en cours dont 1 microfinance, 3 établissements de monnaie électronique et 2 bureaux de change

##### ❖ Rôle et actions de la BCC

La remarquable évolution du système bancaire comorien est favorisée par le rôle et les actions menées par la BCC dans le cadre du développement et de la modernisation du système bancaire. Ainsi la BCC a joué un rôle

de premier plan dans la création et la mise en place un environnement sain et propice au développement du secteur bancaire et financier à travers l'encadrement, la réglementation, la surveillance des institutions financières...).

Elle a également créé une chambre de compensation depuis 2006 afin de faciliter les ordres de paiement, permis l'ouverture de la concurrence des établissements des crédits, l'agrément des IFD, l'ouverture des points de services dans les milieux ruraux...

##### ❖ Résultats attendus

Les efforts déployés par la BCC pour l'amélioration du paysage bancaire et financier est de parvenir à obtenir au moins les résultats suivants :

- Large accessibilité aux services bancaires
- Amélioration du taux de bancarisation
- Réduction des couts et de services offerts
- Réduction de la pauvreté...

Par ailleurs, bien que les défis soient énormes et marqués entre autres par un service financier peu diversifié, insuffisance des infrastructures, niveau très faible d'éducation

financière, insuffisance du cadre juridique... les stratégies à mener pour le développement du secteur bancaire et financier sont nombreuses entre autres :

- La diversification des services financiers offerts
- Mise en place des fonds de garantie
- Promotion de l'innovation à travers les TIC
- Création de titre BCC...

#### 4.2.2. Pour la Meck Moroni

Nous sommes dans un contexte où le Pays a des besoins énormes pour le financement de l'économie et que nous disposons des options de financements très limités aussi bien internes qu'externes. Les Mecks ont été créées pour répondre à ce besoin précis et il est bien de rappeler que les 4 premières Mecks (Foumbouni, Moroni, Ivembeni, Mbeni) ont été créées entre 1996 à 2000 sous le projet AEIB amorcé par le Gouvernement comorien et le FIDA en 1994 et aujourd'hui les mecks sont constituées d'un vaste réseau de 14 Mecks de base. Ce dernier est devenu la première institution du Pays en termes d'épargne, de crédit et des clients.

Les raisons du succès sont entre autres :

- Le soutien constant des autorités
- Des règles d'action basées sur des principes universels suscitant la confiance et l'adhésion des membres
- Une gestion basée sur la transparence et la solidarité
- Le cout et la simplicité des transactions
- L'adéquation avec le modèle culturel
- Une action sociale plébiscitée
- La recapitalisation des bénéfices

Pour favoriser le financement de l'économie, la Directrice de la Meck-Moroni insiste dans ses recommandations sur les 4 points suivants :

- **Accélérer l'inclusion financière** par des mesures visant entre autres ; de sensibilisation et motivation des membres, accroissement du recours au paiement bancaire, l'appui et le soutien du mobile Banking...
- **Encadrer et faire évoluer le crédit** en fiabilisant l'information financière, en accompagnant le réseau dans la recherche de mode de garantie alternative et de résolution judiciaire des impayés
- **Accéder à des nouvelles ressources financières** en accompagnant le réseau à la recherche des ressources financières à long terme auprès des partenaires au développement (BAD, BID, AFD, BM...) et en optimisant les ressources financières internes (marché interbancaire, caisse de retraite, assurance...)
- **Développer une approche spécifique pour la diaspora** par la libéralisation de marché de change, l'appui du réseau pour l'ouverture d'un compte bancaire correspondant en devise à l'international et prospecter des solutions permettant de

garantir la présence physique des banques comoriennes en France.

#### 4.2.3. Pour la BEAC

Le système bancaire de la zone CEMAC s'est développé au cours des dernières années mais ses services restent relativement limités. L'accès aux services financiers dans la CEMAC est également limité et perd du terrain par rapport d'autres régions d'Afrique subsaharienne et d'autres pays comparables.

#### Les implications d'un faible degré d'inclusion financière dans la Zone

- Impossibilité pour les ménages et les entreprises d'avoir accès à l'épargne, aux moyens de paiement modernes et au crédit ;
- Impossibilité d'emprunter à des taux abordables en vue de saisir les opportunités économiques ;
- Impossibilité d'épargner ou d'emprunter et donc de lisser la consommation, de faire face aux coups durs et d'investir dans l'éducation, la santé et l'habitat.

- Impossibilité pour les PME, en particulier les PME qui démarrent, d'accéder au financement et donc d'investissements et promouvoir la création d'emploi ;

- Accentuation des disparités et donc de la pauvreté ;

- Faiblesse des effets de la politique monétaire

En permettant aux individus, ménages et PME de saisir les opportunités économiques, l'inclusion financière peut être un catalyseur d'une croissance économique plus forte et plus inclusive. Suivant le FMI (2014), une intensification de l'inclusion financière permettrait de renforcer la croissance et de réduire la pauvreté dans la CEMAC. La stratégie de promotion et les politiques adoptées dans la Zone ont capitalisé sur les meilleurs pratiques en Afrique et suppose l'implication de tous (Gouvernement, Banque Centrale, Privé).

### 4.3. Expériences en matière de politiques monétaires

#### 4.3.1. Pour la BCC

Le comportement des banques en matière de financement de l'économie est guidé entre autre par la politique monétaire de la BCC à travers le seul instrument actif : la constitution des réserves obligatoires. Il y'a bien une surliquidité globale du système bancaire aux Comores, mais le défi reste de la canaliser en investissement significatif. La BCC travaille pour trouver les voies et moyens

permettant de mettre ces ressources financières à contribution pour la croissance et le développement.

La BCC, cherche à influencer les taux bancaires en ayant recours à un ensemble d'instruments qui constitueront le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire avec le lancement prochain de bons BCC.

#### 4.3.2. Pour la BEAC

La politique macro prudentielle dans la CEMAC vise à prévenir et à limiter le risque systémique dans la zone.

✓ En vue d'atteindre cet objectif général, quatre objectifs intermédiaires sont définis ;

✓ Des instruments ont été arrêtés, selon que l'on vise la dynamique du crédit, la

liquidité ou les établissements de crédit d'importance systémique ;

✓ Eu égard à la pluralité et à la complexité de certains instruments, qui relèvent pour la plupart du secteur bancaire, une meilleure appropriation par les différents membres est nécessaire, en vue d'une mise en œuvre efficace de la politique macro prudentielle.

#### 4.3.3. Pour la BCEAO

Les systèmes de paiement sont au cœur des infrastructures des marchés financiers, essentiels au bon fonctionnement des économies modernes. Ils y apportent rapidité, sécurité et efficience et peuvent être assimilés aux autoroutes dans le transport.

Les systèmes de paiement visent les objectifs ci-après :

- Développer les échanges économiques ;
- Fluidifier et sécuriser les paiements entre les agents économiques ;
- Soutenir le bon fonctionnement des marchés financiers ;
- Faciliter la mise en œuvre de la politique monétaire ;
- Contribuer à la stabilité du système financier.

#### Les systèmes de paiement contribuent à la gestion de la liquidité globale

Par le canal d'exécution de la politique monétaire

- Centralisation de la liquidité sur un compte unique de règlement (compte de règlement, compte unique du Trésor public) ;

- Suivi de l'évolution de la liquidité globale dans le système bancaire ;

- Fonctionnement efficient des guichets d'intervention de la Banque Centrale (réduction du délai de traitement des opérations - mise à disposition immédiate de la liquidité au bénéfice des participants) ;

- Facilitation de la gestion du collatéral par les mécanismes de règlement/livraison de titres.

#### Les Principaux défis à relever sont :

- ✓ Surveillance accrue du risque de crédit encouru par les participants en vue de garantir le remboursement en fin de journée, des Avances Intra-Journalières (AIJ) et des avances du Fonds de garantie ;

- ✓ Amélioration de la participation aux systèmes de paiement à travers la définition de critères d'accès et une surveillance des participants structurellement défaillants ;

- ✓ Optimisation du fonctionnement des systèmes de paiement pour répondre aux besoins des participants : des aménagements du Profil de la journée d'échanges sont à l'étude en relation avec les trésoriers.